

***Hérodote* et le monde arabe ou *Hérodote* et les Arabes ? Quarante ans d'analyses géopolitiques**

Béatrice Giblin

Lorsque le comité de rédaction a fait le choix du monde arabe pour son numéro anniversaire, ce thème s'était presque imposé à nous : c'est là en effet que les guerres et conflits géopolitiques sont les plus anciens et les plus nombreux et qu'ils nous concernent le plus directement. Mais nous ignorions à quel point ! Les attentats des 7 et 9 janvier et du 13 novembre 2015 nous l'ont tragiquement rappelé. En janvier furent assassinés douze journalistes caricaturistes de *Charlie Hebdo*, un policier dont la famille est originaire du Maghreb, pour avoir tenté d'intercepter les assassins, une stagiaire policière le lendemain à Montrouge et quatre Français de confession juive dans un hypermarché casher le vendredi soir qui suivait parce qu'ils étaient juifs ; puis le vendredi 13 novembre, 130 personnes, majoritairement jeunes, sont froidement abattues dans une salle de spectacle, aux terrasses de café et de restaurant d'un quartier branché et cosmopolite, proche de la République.

Sidération, incompréhension, colère, chagrin devant ces actes réfléchis, organisés, commandités par Daech et exécutés par des Français. En janvier, les commanditaires étrangers directs et indirects et les exécutants français de l'assassinat des journalistes justifiaient leurs crimes sous le prétexte qu'ils avaient blasphémé l'islam et les musulmans en publiant les caricatures de Mahomet. Si l'immense majorité des Français avaient condamné ces assassinats et manifesté haut et fort leur attachement à la liberté de la presse dans d'immenses manifestations, quelques voix discordantes s'étaient fait entendre *mezza voce*, principalement dans la population de confession et/ou culture musulmane disant qu'en attaquant le Prophète « ils l'avaient bien cherché » et que donc ils ne se sentaient pas « Charlie », comme d'autres, qui voyaient dans ces manifestations l'opportunité d'exprimer

61

HÉRODOTE

leur islamophobie. En novembre, quel prétexte avancé pour justifier l'injustifiable ? Celui de l'engagement de la France dans la coalition contre Daech ? Ce ne sont ni des représentants de l'armée ni des représentants de l'État qui ont été ciblés mais des citoyens dont certains étaient musulmans et/ou encore peut-être opposés à une intervention de l'armée française en Irak et en Syrie. Pour les commanditaires de ces assassinats et leurs bras armés – des jeunes de nationalité française délinquants reconvertis en soldats de l'islam –, ces citoyens devaient être tués pour vivre dans un pays coupable non seulement de combattre Daech mais aussi de défendre des valeurs et un mode de vie jugés impurs selon leur interprétation intégriste de l'islam, et ce sans distinction de leur confession, les musulmans français étant jugés comme de mauvais musulmans pervertis par ce mode de vie. C'est pourquoi cette fois les Français musulmans ont affirmé haut et fort qu'ils condamnent ces actes commis au nom de leur religion.

Les mouvements djihadistes, Al-Qaïda puis Daech pour parler des deux plus connus, portent la guerre en Occident : New York en 2001, Madrid en 2004, Londres en 2005 et Paris en 2015. Or la France avait déjà été touchée à trois reprises en 2012. Le 11 mars Mohamed Merah, franco-algérien, a assassiné à Toulouse un militaire français d'origine marocaine, puis le 15 mars à Montauban trois autres militaires d'origine algérienne et, le 19 mars, trois enfants et un adulte de confession juive. Dans ces trois cas, les assassins sont franco-algériens, ce qui renvoie directement à la situation postcoloniale française si particulière. En effet, après une guerre cruelle dont les Algériens sont sortis victorieux, les travailleurs algériens déjà en France ne sont pourtant pas rentrés en Algérie et, surtout, des centaines de milliers d'Algériens sont à leur tour venus y travailler et s'y sont installés avec leur famille. L'émigration de travail est devenue une émigration de peuplement, ce qui n'avait été prévu ni par l'Algérie ni par la France. Précisons que la grande majorité des Algériens ayant acquis la nationalité française vit sereinement sa double nationalité, même si les discriminations à son encontre dans le logement privé comme dans l'emploi sont toujours trop fréquentes. En revanche, une très petite minorité rend la France et les Français responsables de leurs histoires familiales douloureuses et marquées par de nombreux échecs et frustrations, comme si la colonisation et la guerre d'Algérie continuaient à peser lourdement sur leur destin, alimentant une haine que certains ne peuvent assouvir que dans le massacre. Celui-ci ne peut être accompli qu'au nom d'une cause supérieure, l'islam pur et dur des origines qui impose le djihad. Sans doute ces descendants de colonisés algériens ignorent que la guerre d'indépendance ne fut jamais faite au nom du djihad, mais bien au seul nom de l'indépendance de la nation. Dans le numéro consacré à la *Question postcoloniale* publié après les émeutes d'octobre 2005, nous interrogeons ces événements comme étant le signe non seulement d'une question sociale mais aussi d'une question nationale. Dix ans plus tard, les assassinats du 13 novembre en sont la confirmation. Aussi faut-il

espérer que, en cas de nouvelles révoltes de jeunes Français-Arabes des quartiers de banlieue, l'unité nationale ressentie dans les jours qui ont suivi le 13 novembre ait duré afin de refuser les affrontements entre citoyens pouvant conduire vers la guerre civile, but recherché par les dirigeants de Daech.

À la date où est écrit cet article, il est trop tôt pour tirer des conséquences à moyen et long terme de ces attentats. À court terme, en revanche, le succès du FN au premier tour des élections régionales en est une et laisse entrevoir la figure de Marine Le Pen en candidate sérieuse à la prochaine présidentielle, même si le FN n'a gagné aucune région.

Le monde arabe : une représentation et un ensemble géopolitique

Au cours de ces quarante années, *Hérodote* a à plusieurs reprises analysé les guerres et conflits du monde arabe et en particulier le plus ancien (mais non le plus meurtrier, loin s'en faut) : le conflit israélo-arabe, devenu après 1973 le conflit israélo-palestinien. Or, jamais un numéro n'a eu spécifiquement pour thème le monde arabe. A-t-on pensé que ce thème était trop vaste ou trop complexe ? Peut-être, et qu'il le soit est indiscutable, ou encore que le monde arabe n'existait plus au vu de ses divisions qui se sont beaucoup aggravées depuis les débuts d'*Hérodote*. Que représente aujourd'hui le monde arabe pour les Arabes, pour leurs grands voisins non arabes, les Turcs et les Iraniens, et pour leur ennemi depuis 1948, Israël ? Plusieurs auteurs de ce numéro, arabes ou non, tentent de répondre à cette interrogation.

Avant de revenir sur la façon dont *Hérodote* a abordé le monde arabe sur cette longue période, il est utile de préciser ce qu'on entend par monde arabe. La définition la plus simple et la plus évidente serait : « ensemble des pays où l'on parle arabe », langue propagée d'abord par l'islam même si l'arabe parlé n'est pas le même dans tous les pays. On pourrait y ajouter un deuxième critère, celui de l'origine des populations nomades venues de la péninsule Arabique qui ont peuplé ces pays du pourtour est et sud de la Méditerranée, même si la majorité des vingt-trois pays qui ont l'arabe comme langue officielle ou co-officielle ne sont pas peuplés exclusivement d'Arabes, comme au Maroc ou en Algérie où les Berbères arabisés sont nombreux. Le troisième critère pourrait être la religion musulmane mais ce serait alors ignorer les chrétiens du monde arabe (de moins en moins nombreux depuis la radicalisation de mouvements islamistes). Le quatrième critère pourrait être celui de la culture arabe qui englobe la religion musulmane.

Selon Maxime Rodinson, les Arabes – et non le monde arabe qu'il ne définit pas – peuvent se définir ainsi :

HÉRODOTE

On peut considérer comme appartenant à l'ethnie, peuple ou nationalité arabe ceux qui : parlent une variante de la langue arabe et, en même temps, considèrent que c'est leur langue « naturelle », celle qu'ils doivent parler, ou bien, sans la parler, la considèrent comme telle; regardent comme leur patrimoine l'histoire et les traits culturels du peuple qui s'est appelé lui-même et que les autres ont appelé arabe, ces traits culturels englobant depuis le VII^e siècle l'adhésion massive à la religion musulmane (*qui est loin d'être leur exclusivité*); (*ce qui revient au même*) revendiquent l'identité arabe, ont une conscience d'arabisé [Rodinson, 1979].

Le monde arabe peut aussi être vu comme une représentation géopolitique apparue dans le contexte historique de la fin du XIX^e-début du XX^e siècle, au sein de l'Empire ottoman et sous l'influence du mouvement européen des nationalités avec l'émergence de consciences régionales d'abord égyptienne et tunisienne, puis syrienne et ensuite, plus globalement, arabe, dans laquelle chrétiens et musulmans sont associés. Les Arabes commencent ainsi à se représenter comme un groupe national uni par la langue, du moins dans les milieux intellectuels principalement syro-libanais. Cette conscience régionale naissante est alimentée par la *nahda*, qui exprime « l'idée d'un renouveau civilisationnel et d'un (r)éveil des Arabes en tant que nationalité... » [Dupont, 2009].

La dislocation de l'Empire ottoman et la fin de la domination qu'il exerçait sur les Arabes à l'exclusion du Maroc auraient pu favoriser le développement de cette conscience de constituer un groupe national et le projet, même lointain, de former un vaste État unitaire arabe : mais les puissances coloniales mandataires française et britannique ont pris le relais de l'Empire ottoman. Plus tard, avec les décolonisations, le projet d'un État arabe uni s'est trouvé de nouveau contrecarré par la création d'États enfin indépendants, attachés à cette nouvelle souveraineté et peu enclins à la voir disparaître dans un vaste ensemble politique arabe. Cette contradiction entre le désir de former un groupe national arabe et celui, pour chaque État, de jouir de son indépendance récemment acquise n'a jamais pu être dépassée, et ce même au temps du nationalisme arabe triomphant sous l'égide de Nasser dans les années 1960. Rappelons l'échec de la République arabe unie, entre l'Égypte et la Syrie, union qui se faisait clairement sous la domination de l'Égypte, ce que les Syriens ne pouvaient accepter compte tenu de la rivalité multiséculaire entre Damas et Le Caire pour exercer le leadership du monde arabo-musulman.

En vérité, on peut se demander si l'idée de construire la nation arabe, c'est-à-dire de porter un projet politique commun, a jamais réellement existé dans l'ensemble des pays arabes. Leurs différences sont sans doute trop nombreuses et trop marquées pour être dépassées au nom de l'unité de la langue et de la religion. Toutefois, le non-dépassement de cette contradiction ne signifie pas que le monde arabe en tant que représentation n'existe pas, puisqu'on parle de la « rue arabe »,

de « l'opinion publique arabe » comme formant un tout. Dans les statistiques de la Banque mondiale existe une rubrique Monde arabe, laquelle affiche une population de 385 millions et un PIB de 2 856 milliards de dollars (chiffres de 2014), agrégats qui donnent quelque fierté, voire un sentiment de puissance, à certains dirigeants et militants arabes. En vérité, l'unité des États arabes ne se manifeste qu'à l'ONU où ils votent toujours avec une unanimité remarquable contre Israël. Mais mis à part à l'ONU, et compte tenu de la gravité et de la profondeur des divisions qui caractérisent le monde arabe aujourd'hui sans que l'Occident puisse en être systématiquement et directement rendu responsable, toute perspective d'unité politique est des plus improbable.

C'est pourquoi il est peut-être plus judicieux de parler des Arabes et de leurs conflits que du monde arabe. Aussi avons-nous choisi de présenter, comme le fait *Hérodote* depuis sa création, les situations géopolitiques les plus conflictuelles : les guerres civiles syrienne et irakienne, aggravées par l'existence de Daech, la guerre civile yéménite et l'intervention d'une coalition arabe sous l'égide de l'Arabie saoudite ; et des situations qui ne se caractérisent pas (ou pas encore) par des guerres ouvertes mais qui n'en sont pas moins menaçantes et préoccupantes, à l'instar du Liban dont on se demande comment il résiste à une crise politique aussi longue et à la présence de plus d'un million de réfugiés, ou encore en mettant en lumière le difficile combat des femmes tunisiennes pour résister aux tentatives islamistes d'imposer la charia, rendu encore plus difficile du fait des attentats islamistes cherchant à déstabiliser la seule démocratie arabe.

Avec le recul et à la relecture des articles d'*Hérodote* sur les conflits des arabes, j'ai réalisé, d'une part, que les Arabes sont l'un des thèmes principaux de la revue – ce qui s'explique sans nul doute par l'intérêt que Lacoste porte au Maroc et à l'Algérie et aussi à Ibn Khaldoun – et, d'autre part, que le choix des thèmes, souvent contre l'air (bien-pensant) du temps, annonçait les crises à venir comme les conséquences de la guerre d'Algérie et l'immigration arabe en France. À de nombreuses reprises, *Hérodote* a abordé une ou plusieurs caractéristiques des situations géopolitiques du monde arabe, trois numéros doubles leur ont été plus spécifiquement consacrés : *Géopolitiques au Proche-Orient* en 1983, *Géopolitique des islams* en 1984-1985 (deux numéros successifs) et enfin, en 1991, *L'Occident et la guerre des Arabes*, sur lesquels nous revenons pour retracer l'histoire d'*Hérodote* et les Arabes.

Géopolitiques au Proche-Orient*1983, les débuts de l'analyse géopolitique dans Hérodote*

La publication du premier numéro d'*Hérodote* en février 1976 est le fruit de la gestation de la revue qui avait commencé deux ou trois ans auparavant, dans un contexte géopolitique marqué par la guerre du Kippour, la guerre civile libanaise et l'intervention syrienne au Liban. Pourtant le comité de rédaction, sous l'égide d'Yves Lacoste, a attendu plusieurs années avant d'aborder ces questions. On peut y voir une forme de prudence mais surtout on s'interrogeait sur ce qu'on avait à dire de plus et de différent des autres analystes.

Le temps de la réflexion géopolitique telle que l'avait initiée Yves Lacoste n'était pas encore suffisamment avancé, mais le terme était néanmoins de plus en plus utilisé dans la presse française depuis 1979 à propos de la guerre Vietnam/Cambodge et les débats au comité de rédaction de la revue tournaient de plus en plus fréquemment autour de la géopolitique. Il nous apparaissait que les problèmes géopolitiques ne pouvaient être abordés sérieusement sans faire référence à la géographie et à l'histoire. Il a été décidé d'affirmer le lien entre géographie et géopolitique sur la couverture de la revue en changeant le sous-titre « idéologies – géographie – stratégies » en « revue de géographie et de géopolitique », sur le dernier numéro de l'année 1982. Il fallait d'autant plus afficher notre orientation que Marie-France Garaud, ancienne conseillère du président de la République Georges Pompidou, venait de créer une revue intitulée *Géopolitique* et qu'il n'était pas question de lui laisser le monopole de ce terme d'autant plus que les articles publiés n'apportaient rien de bien nouveau. Loin des théories générales et dangereuses qui reposaient sur de pseudo-lois de certaines explications géopolitiques, *Hérodote* s'attachait à analyser des situations précises avec les outils de la géographie, désormais utilisés aussi pour l'analyse des rivalités de pouvoir jusqu'alors soigneusement ignorées des géographes universitaires.

Le retentissant *Géopolitiques allemandes* fut le premier numéro au titre clairement géopolitique, quelque peu provocateur il est vrai, mais rappelons que la « crise des euromissiles » battait alors son plein : fallait-il installer des fusées Pershing porteuses de têtes nucléaires sur le sol allemand pour répondre aux nombreuses fusées soviétiques SS 20 déjà installées et braquées sur l'Ouest ? Suivit en septembre 1983, le deuxième numéro tout aussi clairement géopolitique : *Géopolitiques au Proche-Orient*¹. *Hérodote* s'attaquait enfin au conflit israélo-arabe, « le » conflit source de tensions et de guerres ouvertes au Moyen-Orient, en

1. Numéro 29-30, 1983.

y consacrant un numéro double en raison du nombre d'articles nécessaires pour rendre compte de la complexité de la situation, que soulignait du reste le pluriel du titre. Pourquoi en 1983 ? Sans doute le silence d'*Hérodote* sur cette zone conflictuelle qui faisait la une de la presse depuis plusieurs années n'était plus possible, d'autant qu'elle se revendiquait désormais comme une revue de géographie et de géopolitique et que la situation au Liban ne faisait que s'aggraver et se compliquer : l'armée israélienne avait envahi Beyrouth et le sud du Liban, encerclant les représentants de l'OLP et son leader Arafat, exfiltrés par l'armée française vers la Tunisie, et les massacres des réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila perpétrés par les milices phalangistes maronites avec l'appui des forces armées israéliennes marquaient l'ampleur de la crise. Il fallait donc se lancer.

Les analyses d'*Hérodote* se distinguent dans l'association des préoccupations géographiques et géopolitiques, c'est-à-dire l'analyse des rivalités de pouvoir. Plus que de se référer à de grands principes, tels que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes plus facile à proclamer qu'à réaliser, les auteurs analysent avec précision le territoire disputé (sa superficie, son relief, la répartition du peuplement, etc.) afin de prendre en compte l'enchevêtrement sur de très petits territoires des populations hostiles les unes aux autres et de montrer que, dans ces conditions, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est pour ainsi dire impossible. Désireux de bien marquer notre approche géographique physique et humaine des problèmes, nous avons choisi pour la couverture une carte du Liban qui montrait la répartition géographique des différentes communautés religieuses avec en fond le relief schématisé. Disons qu'elle était efficace mais que, depuis, on a fait beaucoup mieux.

Les problèmes géopolitiques du Proche-Orient sont compliqués

Dans son long article éditorial, Yves Lacoste insiste sur les alliances tordues entre les différents protagonistes – les alliés d'hier devenant ennemis et alliés des ennemis d'hier –, sur la montée du fondamentalisme religieux musulman et sur l'absence d'unité des forces palestiniennes, chaque groupe cherchant à continuer de bénéficier des rivalités entre les généreux financements des riches monarchies du Golfe grâce au triplement du prix du pétrole. Il terminait son édito par cette phrase : « Décidément, les problèmes géopolitiques du Proche-Orient sont compliqués ! » Et ce n'est pas la situation actuelle qui peut lui donner tort... Dans ce numéro, il s'agissait donc d'analyser les rapports de force et les rivalités de pouvoir, y compris au sein d'un même camp, avec le plus d'objectivité possible, et de ne pas s'en tenir aux idées reçues. Par exemple, celle (qui a d'ailleurs encore cours dans certains milieux propalestiniens) qui affirmait que la population palestinienne, du fait de son accroissement démographique, allait dépasser en

nombre la population juive israélienne dans une dizaine d'années, sous-entendu que les Israéliens sont à plus ou moins long terme condamnés par une infériorité croissante. Nadia Benjelloun-Olivier s'employait à montrer, dans son article *Israël-Palestine : le nombre et l'espace*, chiffres à l'appui, que rien n'était moins sûr. Trente ans plus tard, ce n'est toujours pas le cas, l'arrivée d'un million de Juifs soviétiques (principalement russes) et de Juifs occidentaux (surtout français et américains) ayant fortement contribué à bousculer les prévisions démographiques. Un article de Pierre Demant sur « Les implantations israéliennes dans les territoires occupés » (on ne disait pas encore les colonies) démontrait que l'occupation temporaire des territoires conquis en 1967 devenait définitive et que, entre un traité de paix et l'abandon des territoires occupés, Israël avait choisi les territoires au détriment de la paix. Les centaines de milliers de colons israéliens installés depuis en Cisjordanie ne font que confirmer cette analyse.

Michel Foucher y faisait ses premières armes sur les frontières en tentant de répondre à cette question stratégique pour Israël : où se trouve la « bonne » frontière pour ce petit État entouré d'ennemis ? Yves Lacoste avait aussi demandé un article à Maxime Rodinson, grand spécialiste du Moyen-Orient et de l'islam sur « Le cas très particulier de l'histoire de la décolonisation de la Palestine ». Article qu'il faudrait republier et surtout relire. Rodinson y exposait que le processus de décolonisation pour les Palestiniens était, au sortir de la Première Guerre mondiale, plus complexe que pour d'autres peuples car ils devaient, pour atteindre l'autonomie des décisions politiques qui les concernent directement, se débarrasser de l'Empire ottoman, des puissances impérialistes et des institutions sionistes. Une fois réalisé l'effondrement de l'Empire ottoman, il restait les deux autres défis. Or, sous le mandat britannique, les Palestiniens n'eurent aucune institution représentative de leur population (90 % de la population de la Palestine sous mandat) en violation totale de l'article 2 du mandat qui imposait « le développement d'institutions de libre gouvernement » pour l'ensemble de la population. Cet article 2 contredisait donc les articles qui enjoignaient de faciliter l'immigration juive. Les Palestiniens savaient qu'à plus ou moins long terme les militaires et administrateurs britanniques quitteraient la Palestine ; mais qu'en serait-il pour les colons étrangers juifs ? L'arrivée en Palestine de nombreux Juifs d'Europe centrale à partir de 1933 accrut les tensions entre Arabes, Britanniques et Juifs. La « révolte arabe », c'est-à-dire celle des Arabes de Palestine contre les Britanniques et les Juifs, dura de 1936 à 1939. Elle fut écrasée par les renforts militaires britanniques et par la Haganah, force de défense juive armée par les Britanniques, avec pour conséquence la liquidation physique de l'élite palestinienne ou son émigration et la division des différents groupes arabes palestiniens que les Britanniques avaient su manipuler pendant les révoltes. Sans chefs valables pour poursuivre le combat, les Palestiniens durent s'en remettre aux dirigeants

des pays frères voisins qui, en vérité, ne voulaient pas de la création d'un État palestinien – à l'exemple des Syriens pour lesquels la Palestine n'est que la partie sud de la grande région syrienne. Le départ des Britanniques ne produisit pas la décolonisation espérée, mais bien au contraire la confrontation avec une colonisation étrangère d'une remarquable efficacité dans l'occupation de l'espace, sans pouvoir compter sur l'aide des pays arabes voisins. Dans la conclusion, Maxime Rodinson envisage trois scénarios : la défaite des Palestiniens reconnaissant le fait accompli permanent de l'occupation juive ; à l'inverse, l'abolition de l'État d'Israël à prépondérance juive ; et enfin une solution médiane : la reconnaissance de l'État israélien par les Palestiniens en échange de compensations et de limitations imposées à la colonisation juive. Aucun des trois scénarios ne s'est encore totalement réalisé.

Ainsi, avec ces articles, *Hérodote* n'entendait pas défendre une position morale mais fournir une analyse précise pour comprendre un rapport de force géopolitique, que celui-ci nous plaise ou non. Le succès de ce numéro vite épuisé confirmait que cette approche rigoureuse trouvait ses adeptes.

1984-1985, Géopolitiques des islams

Un an plus tard, à l'initiative d'Yves Lacoste, *Hérodote* publiait deux numéros consécutifs, *Géopolitiques des islams*, le premier consacré aux *Islams périphériques*, Sahel-Nigéria, Inde, Indonésie, France, Afghanistan..., le second aux *Centres de l'islam*, arabes et turcs.

De nouveau, *Hérodote* décidait d'analyser non plus seulement les conflits du Proche-Orient mais aussi les divisions géopolitiques d'un ensemble spatial ô combien plus vaste, le monde musulman, sans se contenter d'accuser l'impérialisme, « explication commode qui évite de poser des problèmes politiques en des termes plus précis, plus actuels et plus embarrassants » [Lacoste, 1984]. En effet, le développement de mouvements islamistes au début des années 1980, suite à l'invasion soviétique de l'Afghanistan, nécessitait une analyse géopolitique rigoureuse si l'on voulait comprendre les raisons de leur succès non seulement dans les pays arabes mais aussi en Afrique, en Inde, au Pakistan et même en France, et ce malgré la grande hétérogénéité du monde musulman.

Dans le numéro consacré aux *Islams périphériques*, Lacoste insiste dans son éditorial sur la nécessaire critique des représentations géographiques et aussi de celles véhiculées par d'autres savoirs, surtout quand il s'agit d'ensembles très vastes comme le monde musulman qui sont nécessairement, du fait de leur taille, d'une grande diversité et en intersection avec d'autres ensembles spatiaux tout aussi vastes (zones climatiques, ensembles de relief, ensembles démographiques

HÉRODOTE

des fortes et des faibles densités, ensembles ethnolinguistiques, ensembles géopolitiques que constituent les grands États et leur population musulmane).

Le rappel de quelques données précises ignorées de beaucoup à cette époque permet de montrer le flou de ces représentations, source d'affirmations contestables : les Arabes ne représentent que le quart des musulmans, la majorité des musulmans vit sous un climat tropical et non pas semi-aride, etc. Informations qui semblent bien connues de tous aujourd'hui mais ce n'était pas le cas il y a trente ans, car les situations géopolitiques des pays musulmans asiatiques et de l'Asie centrale commençaient seulement à intéresser les journalistes, outre les experts des zones concernées.

On mesure aujourd'hui combien la situation géopolitique du monde musulman a brusquement et profondément changé à partir de 1979 avec la chute du chah et l'installation d'une République théocratique en Iran, la guerre des Soviétiques en Afghanistan contre les moudjahidines, à cette époque soutenus et armés par les États-Unis, la radicalisation islamique de l'État pakistanais, le prosélytisme saoudien tous azimuts grâce aux colossaux revenus financiers pétroliers... Dans les préoccupations géopolitiques des chercheurs et des journalistes, le monde musulman a alors commencé à prendre le pas sur le monde arabe. C'est dans ce contexte qu'*Hérodote* s'intéresse aux islams comme phénomène géopolitique.

Les islams, phénomène géopolitique

Le pluriel fut aussitôt perçu comme une provocation par les intellectuels islamophiles et les islamologues, sans doute aussi dans certains milieux musulmans. Yves Lacoste, prévoyant, précisait dès les premières lignes que nous respections la religion et qu'il n'était nullement question de remettre en cause ses fondements théologiques, mais que nous étions « fort critiques quant aux utilisations politiques que certains en font ». Pour assurer la pertinence de cette approche, Lacoste s'est adressé à un éminent islamologue, Mohamed Arkoun. Dans cet entretien, ce dernier précise :

Il ne faut pas confondre la religion avec les idéologies qui s'en réclament et qui sont fonction des conditions politiques, culturelles et anthropologiques de diverses formations sociales et des préoccupations de leurs leaders... c'est la société qui produit l'expression religieuse... c'est la société qui façonne le visage d'une religion et la sollicite dans telle ou telle direction (n° 35, p. 27).

ou encore :

L'objectif de mobilisation des masses est toujours politique et non religieux (p. 33).
L'islam comme force de mobilisation des masses n'a pas fait l'objet d'analyses théoriques sérieuses (p. 34).

Enfin, dans le monde arabo-musulman, la référence à l'islam s'est substituée rapidement à l'idée de nation à cause des déceptions qui ont suivi l'indépendance des États arabes, du fait des régimes autoritaires des partis Baath en Syrie et en Irak, de Nasser en Égypte.

Bruno Étienne, dans son article intitulé « Les islamistes et la stratégie géopolitique de l'islam contemporain », analyse les raisons de la puissance mobilisatrice de l'islam. Rappelons que nous sommes en 1984. Sa relecture trente ans plus tard donne à penser que peu nombreux étaient ceux prêts à entendre ce que Bruno Étienne disait :

Nous (Occidentaux) nous sommes trompés essentiellement sur un point : c'est d'avoir écouté (et cru ?) le discours des élites transculturées, formées à notre image, dans nos facultés, souvent par nous-mêmes. Discours qui convenait à notre quiétude idéologique, comme il convenait à nos intérêts : progrès/développement. Et voilà qu'a surgi du tréfonds du monde arabe une nouvelle vague (JZH djihad) que nous avons d'abord niée, puis que nous avons essayé de délégitimer en la qualifiant d'« intégriste », de « réactionnaire ». Aujourd'hui nous sommes bien forcés de l'analyser pour mieux la combattre, la contenir ou... pour nous laisser porter par elle – tant il est vrai que lorsqu'il est question de stratégie, nous devons avoir *aussi* présent à l'esprit les enjeux de la connaissance scientifique dans cet affrontement (p. 37).

Bruno Étienne rappelle cette évidence que l'idéologie des masses arabes c'est l'islam (les chrétiens arabes ne comptent pas à cette échelle). Pour les islamistes :

La parcellisation du Dar al-Islam, de la terre de l'islam, en États-nations concurrents est une erreur, voire un crime et il faut revenir au plus vite à une communauté plus vaste, prélude à la Communauté, la *oumma al Islamayya*, la communauté musulmane par excellence (p. 38).

L'islamisme considéré dans son acception d'organisation minimale, c'est-à-dire en tant que flux (*maad*), vague (*mawja*) de pensée non structurée qui tend par des moyens très différents vers une « adéquation » de la société civile et de la société politique, est actuellement un phénomène qui couvre non seulement le monde arabo-musulman, mais aussi le *Dar al-Islam*, c'est-à-dire là où les musulmans se retrouvent en masse, comme en Indonésie, mais aussi en France, en Belgique, aux États-Unis... La *da'wa* est l'appel pour l'islam : le monde actuel est considéré comme hors la loi et il faut le détruire pour le rebâtir. Il reste qu'au-delà de cette nébuleuse islamiste, chaque mouvement définit une stratégie particulière adaptée à la forme du régime auquel il est appelé à se confronter.

... Il y a en effet une opposition absolue entre la légitimité invoquée par les islamistes et la nature des États-nations modernes arabo-musulmans dont la légitimité est jugée [*par les islamistes, ndlr*] inversement proportionnelle à leur acceptation du droit non musulman. Il faut donc comprendre que les normes du droit international, les droits

HÉRODOTE

de l'homme... ne représentent rien pour les islamistes. Pour eux, le droit s'enracine dans le Coran et l'exemple du Prophète. Tout le reste est billevesées, voire trahison (p. 43).

Citons encore Bruno Étienne :

L'islam a trouvé la guerre à son berceau... on trouve dans le Coran un certain nombre de références ou d'occurrences à l'obligation de ce combat (*djihad*) contre les infidèles. Nous croyons nécessaire pour des raisons de santé épistémologique de rappeler l'ensemble de ces textes :

« Le combat nous est prescrit », sourates 3 et 8 dans plusieurs versets,

« Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de luttes doctrinales et qu'il n'y ait pas d'autre religion que celle de Dieu », sourates 8 et 9, etc.

Pour les islamistes qui font cette lecture du *djihad*, la paix avec les nations non musulmanes ne peut être qu'un état provisoire. Mais il lui faut aussi combattre les autorités musulmanes accusées d'avoir abandonné l'islam. Il faut donc débarrasser les pays arabo-musulmans des ennemis intérieurs... ; ceux qui veulent séparer le spirituel du temporel. Le péril de la communauté musulmane vient de ces ennemis internes source de désordre (*fitna*).

Pertinence actuelle des analyses des différents islams périphériques

Bien que le numéro *Islams périphériques*² ne traite pas spécifiquement des Arabes, j'ai tenu à le prendre en compte pour revenir sur l'excellent article de Guy Nicolas. En effet, alors que des groupes djihadistes, dont les plus connus sont Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et Boko Haram, frappent au Mali, au Niger, au Nigeria, au Nord Cameroun et au Tchad, il est utile de lire ou relire son article « Le carrefour géopolitique nigérian et les axes islamiques sahélo-guinéens » pour comprendre les raisons de leur implantation. Cet article n'est pas prémonitoire puisqu'il décrit et analyse avec précision ce qui est et non pas ce qui adviendra. Ainsi, en 1982, Maiduguri, capitale de l'État du Borno dont on a tant entendu parler depuis l'offensive de Boko Haram en 2014-2015, était déjà le lieu d'insurrections djihadistes, faisant plusieurs centaines de morts et autant de blessés. Guy Nicolas centre son analyse sur ce qu'il appelle le « pivot nigérian, situé au carrefour de plusieurs ensembles géopolitiques africains, de divers axes d'influence ou de rayonnement et constituant, du fait de sa masse et de l'importance de sa population musulmane, un des principaux foyers islamiques sud-sahariens » (p. 55). On y trouve une carte des foyers de *djihad* avant l'ère

2. Numéro 35, 1984.

coloniale, qui correspondent peu ou prou aux foyers actuels (p. 57) et une carte des axes géopolitiques et géoreligieux sahélo-guinéens : Nord-Sud, ceux des pénétrations arabes, berbères, Toubous, des infiltrations commerçantes qui ont bouleversé le destin du Sahel, de l'impact islamique ; et Est-Ouest, qui recourent les précédents et relie la côte sénégalaise à la mer Rouge, et qui passent par le nord du Nigeria rappelant que « traditionnellement les cités nord-nigériennes sont les plaques tournantes du pèlerinage occidental et des centres de formation islamique » (p. 74). Sans être prémonitoire, Guy Nicolas s'interroge néanmoins sur les risques de propagation du phénomène « prophétique ». Citons-le :

Or, le courant en question (islamiste radical) concerne un très grand nombre de musulmans et de convertis récents de cette vaste région qu'est le Sahel... L'existence d'un mouvement capable d'opposer à l'une des principales armées africaines modernes des milliers de « martyrs » témoigne par elle-même de la possibilité de formes de mobilisation inattendues... du fait de stratégies arabes rivales, une grande partie de l'aire sahélienne risque de connaître des mouvements insurrectionnels mouvants morcelés, ce qui aggraverait la situation d'une zone durement touchée par la crise économique, l'érosion des sols et une sécheresse endémique (p. 79).

Trente-deux ans plus tard, l'analyse de Guy Nicolas est toujours d'une grande pertinence. Il en est de même avec l'article de Violette Graff, « L'islam dans le sous-continent indien », ou celui de François Raillon sur « Les musulmans indonésiens », qui commence par rappeler cette évidence ignorée en 1984 par une grande partie de l'opinion publique que l'Indonésie est le pays qui compte le plus de musulmans au monde, 87 % de ses 160 millions d'habitants : « le premier islam du monde est un islam du bout du monde, excentrique, asiatique, non arabe. Situé dans un pays du Machrek, il s'oriente vers l'ouest : la direction de La Mecque est occidentale et la prière se fait du côté du couchant » (p. 111). François Raillon y met en lumière les raisons politiques du renouveau islamique, moyen de résister à la politique des militaires de l'Ordre nouveau décidés à s'attaquer à la coutume et au droit islamiques, avec entre autres la volonté de moderniser et d'améliorer le statut personnel de la femme, qui suscite une forte réaction des musulmans.

Nadia Benjelloun-Ollivier, quant à elle, traite d'une question qui reste tragiquement actuelle en France : « Le problème de l'intégrisme musulman en France » et conclut :

Découvrant que son avenir est à bâtir sur place en même temps qu'on lui conteste le droit de rester, et que maints courants la traitent en indésirable, la communauté musulmane ne peut qu'être tentée par le dérivatif qu'offre un islam « intégriste » ailleurs triomphant, si le modèle occidental auquel elle voulait adhérer la déçoit définitivement.

HÉRODOTE

Les centres de l'islam

Dans le numéro sur *Les centres de l'islam*³, l'éditorial d'Yves Lacoste insiste sur «les embrouillements géopolitiques des centres de l'islam»: «Aucune autre partie du monde ne connaît cette kyrielle d'imbroglios qui se déroule depuis vingt ans entre la plupart des États arabes.» Il rappelle:

Le rôle contradictoire des grandes puissances n'explique pas tout et l'extraordinaire complexité géopolitique de la partie centrale du monde musulman résulte dans une très grande mesure des rivalités qui opposent les uns aux autres les multiples États qui se réclament de l'islam et qui proclament leur volonté de lutte contre Israël... L'exacerbation des rivalités entre les diverses organisations palestiniennes est encore plus révélatrice des antagonismes entre les différents États musulmans qui les financent et les soutiennent... les uns contre les autres.

Lacoste revient sur l'ancienneté et la complexité des divisions du centre de l'islam, en particulier les rivalités entre les quatre grands pôles géopolitiques du Machrek: Damas, Bagdad, Le Caire, Istanbul. Sans sous-estimer le rôle ancien des grandes puissances dans ces divisions (les frontières des États issues des accords Sykes-Picot), Lacoste souligne que «la situation géopolitique n'y serait pas aussi compliquée ni aussi mouvante si tous les États qui se partagent cette contrée avaient des appareils de pouvoir suffisamment solides pour assurer la défense de leur territoire et y contrôler les rivalités des différentes communautés qu'ils rassemblent» – sauf en Syrie et en Irak, mais nous sommes alors en 1985, depuis la situation politique a bien changé. Son analyse de la situation géopolitique de la Palestine reste éclairante et même prémonitoire:

La situation au Proche-Orient risque d'être bouleversée par l'adhésion d'un grand nombre de Palestiniens aux thèses islamistes. Jusqu'alors, en dépit de leurs divergences, les organisations palestiniennes avaient été relativement laïques et c'était là leur grande originalité. Leur fiasco et leurs rivalités désastreuses font que nombre de Palestiniens s'en détournent... En cherchant à détruire au Liban les forces de l'OLP, les Israéliens y ont déclenché une vague islamiste qui est en train de se propager dans les organisations palestiniennes et parmi les populations arabes de Cisjordanie. Cela risque de modifier fondamentalement bien des problèmes. Aussi n'est-il que temps de calmer le jeu et de ne pas laisser torpiller les récentes propositions de Hussein de Jordanie qu'accepte Yasser Arafat et que soutient l'Égypte [*rappelons que nous sommes en 1985, ndlr*]. Le succès d'une telle négociation dépend dans une grande mesure des États-Unis pour qu'ils usent de leur influence sur Israël, et d'autre part, de l'Union soviétique, pour qu'elle freine les manœuvres de la Syrie, notamment

3. Numéro 36, 1985.

à l'encontre de l'OLP. Évidemment, les Soviétiques n'apporteront leur concours à l'établissement d'un compromis sur le problème palestinien que s'ils sont associés à cette négociation, ce que les Américains et les Israéliens refusent jusqu'à présent. Mais, qu'on le veuille ou non, l'URSS fait partie du jeu. Une grande conférence sur le Proche-Orient est nécessaire. Son échec signifierait à terme la victoire des islamistes » (éditorial, p. 47-48).

Qu'y a-t-il d'autre à changer qu'Union soviétique en Russie à cette analyse aujourd'hui ?

Dans un entretien avec Jacques Berque réalisé à la fin de l'année 1984, sur les dynamiques de l'islam aujourd'hui, celui-ci fait cette réflexion à propos des groupes djihadistes :

Je les crois très éloignés du religieux en tant que tel. Mais je conviens que le terme qu'ils emploient (*djihad*) a des résonances profondes tant dans le passé communautaire que dans l'actualité récente : rappelons-nous les moudjahidines algériens... Quant à moi, comme beaucoup de penseurs d'Islam, je pense que pour les sociétés islamiques le temps est venu du *djihad al-akbar* (le grand djihad), c'est-à-dire l'effort sur soi-même... On ne peut pas dire qu'à d'illustres exceptions près, les théologiens (de l'islam) n'ont ni devancé ni suivi le mouvement (du progrès opéré par les peuples). Beaucoup d'entre eux, même, le condamnent. Bornons-nous à appeler de nos vœux un élargissement du domaine si riche du *fiqh* à une théologie du progrès, à une théologie de l'autre, et à une théologie de la libération (p. 59).

Il est exceptionnel que les intellectuels soient entendus.

Dans ces *Centres de l'islam*, Olivier Carré s'empare des problèmes géopolitiques de l'Égypte, centre des centres de l'islam en quelque sorte, sa place dans le monde (la nation ?) arabe ainsi que dans le monde (la nation ?) islamique, et pourquoi l'« islam politique » sunnite actuel est-il né en Égypte et s'y est-il développé ? Olivier Carré explique son essor par « le désastre absolu de l'aventure nassérienne... Les seuls qui puissent être écoutés, ce sont ceux que Nasser avait mis à l'ombre, dans les camps de travail ou les prisons : les Frères musulmans, dont Qutb (pendu par Nasser en 1966) est la figure emblématique, le maître dont l'utopie ne peut qu'être perçue comme vraie, de par l'autorité du Coran qui l'inspire, et par le sceau du martyr. En cela l'Égypte postnassérienne est exemplaire dans le monde arabe » (p. 82). Les années 1990 et suivantes lui ont donné raison. *Hérodote* s'intéressait déjà au pèlerinage de La Mecque et aux risques que faisait peser l'énorme augmentation du nombre des pèlerins (article de Mohamed Labi qui a fait le pèlerinage sans oublier ses préoccupations d'étudiant en urbanisme). Les 2500 morts du pèlerinage de l'automne 2015 prouvent que les risques sont loin d'être dépassés.

L'Occident et la guerre des Arabes

En 1990, *Hérodote* publie un numéro double *À l'Est et au Sud* : à l'Est car la situation géopolitique de l'Union soviétique avec la *perestroïka* lancée par Gorbatchev est en pleine révolution – Lacoste envisage clairement l'éclatement de l'URSS – et au Sud car la situation géopolitique du golfe Persique est bouleversée par la surprenante invasion du Koweït le 2 août, et la prise de milliers d'otages par Saddam Hussein. Cela justifiait bien un numéro double.

Pour tenter de déconstruire certaines fausses affirmations sur le rôle exclusif de l'impérialisme britannique dans le tracé des frontières du Golfe, un remarquable article de Stéphane Yérasimos raconte la longue histoire des « frontières d'Arabie ». Il publie dans ce même numéro un second article sur la « Turquie : les choix difficiles », qui examine les questions délicates que ce pays doit affronter : les formations religieuses de plus en plus offensives qui remettent en cause plus ou moins ouvertement la laïcité, le complexe d'encerclement dû aux relations tendues avec les États voisins, les questions chypriote, kurde et arménienne, et enfin la crise du Golfe.

Mais nous étions loin d'en avoir fini avec la géopolitique du Golfe.

Débats géopolitiques et représentations

Au premier trimestre 1991, *Hérodote* poursuit avec un nouveau numéro double au titre, *L'Occident et la guerre des Arabes*⁴, qui fit grincer des dents dans les milieux intellectuels favorables aux Arabes, souvent par hostilité à l'impérialisme américain et à Israël. Une fois encore le ton est donné dès l'éditorial de Lacoste. Il met en lumière la contradiction entre, d'une part, les discours tenus par les Arabes (car on se sent d'abord arabe avant que d'être tunisien, marocain, jordanien...) accusant l'impérialisme américain d'agresser le monde arabe, l'invasion du Koweït n'étant qu'un prétexte, et, d'autre part, la participation effective de plusieurs États arabes dont l'Égypte, le Maroc et la Syrie à la coalition internationale. Comme le rappelle Lacoste, jamais un État arabe n'avait envahi un autre État arabe ni procédé à son annexion, c'est ce qui justifie l'engagement de plusieurs armées arabes contre l'armée irakienne, car laisser faire Saddam Hussein était trop risqué à plus d'un titre. Le souverain saoudien terrifié par cette offensive de Saddam Hussein fit appel aux Américains dont la présence sacrilège sur la terre sacrée d'Arabie fut dénoncée par Ben Laden qui fonda Al-Qaïda. On comprend l'engagement des chefs d'État du Golfe directement menacés, d'autres plus éloignés, qui ont craint que la victoire

4. Numéro 60-61, 1991.

de Saddam Hussein lui permette non seulement de mettre la main sur des champs d'hydrocarbures et sur un port en eau profonde, atout de taille dans le Golfe, mais aussi de prendre le leadership du monde arabe, ce à quoi les Égyptiens étaient farouchement opposés. Plusieurs articles sont donc consacrés aux représentations contradictoires qu'ont les Arabes de ce petit territoire qu'est Koweït, pour expliquer leur engagement dans la coalition internationale dirigée par les États-Unis, ou leur refus. Rappelons l'appui enthousiaste des Palestiniens à Saddam Hussein, à cette attaque indirecte aux États-Unis – et donc à Israël –, et ce bien que nombre des leurs soient installés depuis longtemps au Koweït et que le Koweït ait accueilli les débuts du Fatah avant que le siège soit installé à Damas. Mais l'argument du respect du droit international qui impose le respect des frontières pouvait difficilement apparaître aux yeux des Palestiniens comme impératif, compte tenu du non-respect du droit international à propos des territoires de la Palestine, annexés ou occupés par Israël depuis 1967.

Par ailleurs, dans les pays occidentaux, avant l'expiration de l'ultimatum du Conseil de sécurité, cette guerre du Golfe a fait l'objet de très nombreux débats sur son bien-fondé ou non, selon les représentations des uns et des autres : guerre du Nord contre le Sud, guerre pour mettre fin à l'inique tracé colonial des frontières, guerre pour le pétrole, etc., ce qui était en quelque sorte une première. Ces débats ont pu être perçus comme une grande avancée démocratique, puisque sur un sujet éminemment régalien relevant exclusivement du pouvoir politique, les citoyens débattaient et même manifestaient pour se faire entendre.

Ils devaient être également qualifiés de géopolitiques puisque s'affrontaient des représentations contradictoires à propos du Koweït. Il est vrai qu'avant l'ultimatum donné à Saddam Hussein pour se retirer du Koweït, il y avait le temps de débattre, du moins dans les États démocratiques, et tenter ainsi d'influer sur la décision d'intervenir ou non.

Plusieurs articles sont donc consacrés à l'analyse des débats qui ont eu lieu aux États-Unis et dans plusieurs États européens.

Des débats et des manifestations de même type ont eu lieu de nouveau en Europe en 2003 quand il s'est agi de décider d'intervenir en Irak, à l'initiative et aux côtés des États-Unis, sous le prétexte que Saddam Hussein disposait d'armes de destruction massive et qu'il allait s'en servir. En revanche, plus récemment, la décision de faire intervenir l'armée française en Libye, au Mali, en Syrie et en Irak n'a donné lieu à aucun débat car les citoyens n'en ont pas eu le temps. C'est le président de la République, comme la Constitution lui en donne le pouvoir, qui décide seul des interventions armées et c'est seulement si elles se prolongent qu'il faut l'aval de l'Assemblée nationale, et alors le débat géopolitique peut avoir lieu.

Par souci de clarté, Lacoste propose de « réserver le terme de *géopolitique* aux discussions et controverses entre citoyens d'une même nation et utiliser le terme

HÉRODOTE

de *géostratégie* aux rivalités et antagonismes entre des États ou des forces politiques qui se considèrent comme absolument adverses » (p. 6). Il précise :

La géopolitique, ce pourrait être, au premier chef (ce qui sous-entend que ça peut être plus que ce qui va suivre), le débat entre citoyens quand il s'agit du territoire de la nation, de ses vraies limites, donc des problèmes de décolonisation, et plus largement de la politique extérieure de l'État, surtout quand il est question de rivalités territoriales (p. 7).

Mais le succès colossal du terme « géopolitique » depuis le début des années 2000 a balayé ces réflexions méthodologiques, et c'est lui qui s'est imposé tant dans les médias que dans les rapports d'experts ou les ouvrages universitaires.

À l'occasion de cette guerre du Golfe on a pu mesurer combien deux grandes représentations étaient mobilisatrices : la première est l'affirmation de l'unité religieuse et linguistique du monde arabe et la seconde, combinée à la première, est que ses divisions ne résultent que du machiavélisme occidental dans le seul objectif de l'affaiblir.

Vingt-cinq ans plus tard, on constate toujours la force de ces deux représentations (*cf.* l'interview de Fayçal Metaoui dans ce numéro) à ceci près que l'on parle désormais de l'unité du monde arabo-musulman, l'islamisme étant venu pallier la faillite du modèle socialiste et les déceptions engendrées par les politiques de gouvernements arabes hostiles à la démocratie.

En 2015 comme en 1991 : l'indispensable intégration des jeunes Français musulmans

L'engagement de l'armée française dans la guerre du Golfe fut soutenu par la majorité des Français comme d'ailleurs à chaque fois que l'armée française est engagée quelque part, si toutefois les raisons de l'intervention ne semblent pas trop éloignées des préoccupations des citoyens. On s'est alors interrogé sur les effets positifs ou non de cette unité nationale sur l'intégration des Français musulmans (entretien avec Arezki Dhamani)⁵. On a pu constater que les interrogations qui ont suivi les attentats de janvier et novembre 2015 sont du même ordre. Rappelons que l'armée française a vu, au cours de cette tragique année, un net accroissement des demandes d'incorporation et que, parmi ces jeunes Français qui veulent s'engager dans l'armée, 10 à 20 % sont musulmans. Mais ceci n'empêche pas la suspicion à leur encontre dans certains milieux dont le Front national... par exemple à cause

5. Président de l'association France Plus.

de quelques individus, de l'ordre de la dizaine, qui ont refusé d'aller combattre en Afghanistan pour ne pas tuer d'autres musulmans.

Inversement, les réactions de soutien à Saddam Hussein dans les collèges de la banlieue nord parisienne ont été analysées dans *Hérodote* comme un signe d'alerte sur l'urgence qu'il y avait à revoir les politiques d'intégration. Le soutien à Saddam Hussein chez certains jeunes des collèges de famille maghrébine a été vu comme une réponse à l'exclusion – vraie ou fausse, ils la ressentent – de la société dans laquelle ils ont grandi. « La seule référence positive à ces jeunes est celle d'une appartenance à un monde arabe dont ils ne savent rien, mais qui constitue une sorte d'"utopie refuge" dans leur existence » (p. 237, Zaanoun, Chéry).

Assurément le soutien à Saddam Hussein est loin d'équivaloir à l'engagement de jeunes Français musulmans dans les rangs des combattants de Daech, jeunes en échec scolaire souvent délinquants et qui se radicalisent brutalement, façon tragique de donner sens à une vie qui n'en a pas. Néanmoins, les quelque 1 500 jeunes Français partis en Syrie conduisent à s'interroger sur les raisons d'une telle haine de la France et à poser la question du terreau économique, social, culturel qui a favorisé l'échec de leur intégration, mais aussi le poids mémoriel de la guerre d'Algérie comme évoqué plus haut.

Autre interrogation déjà posée en 1991, celle du soutien des gouvernements français à l'Arabie saoudite, pourtant financeur des mouvements islamistes et responsable de l'évolution réactionnaire sur le plan religieux des sociétés arabes.

Depuis vingt ans en fait, le monde arabe connaît un phénomène réactionnaire... Malheureusement je crains une extension, dans les années à venir, des modèles fasciste et islamiste qui sont aujourd'hui des alliés, et seront plus tard des ennemis acharnés, aux dépens de la modernisation et du développement de nos sociétés. Or les Occidentaux soutiennent des régimes antidémocratiques, comme l'Arabie saoudite ; ils ne devraient pas le faire. (entretien avec le philosophe Fouad Zakariya, p. 63)

Les Arabes islamistes

Maîtriser ou accepter les islamistes⁶

Encore un titre qui a choqué pour oser poser sans euphémisme une question qui, dans les milieux intellectuels français, n'était formulée qu'avec des circonvo-lutions. Pourtant, en 1995, c'est la grande question qui se pose dans nombre de pays musulmans et particulièrement en Algérie, où le processus démocratique a été

6. *Hérodote*, n° 77, 1995.

HÉRODOTE

brutalement bloqué en 1991 par l'armée au vu des résultats du premier tour très favorables aux partis islamistes. On sait la guerre civile atroce qui a suivi (1992-2000). Aussi était-il légitime de se demander si l'on devait maîtriser les islamistes ou accepter qu'ils exercent le pouvoir ? La majorité des articles de ce numéro est donc consacrée au drame algérien pour en comprendre les spécificités, car les explications les plus courantes (chômage, régime autoritaire) se révélaient insuffisantes puisqu'on les retrouve ailleurs sans porter les mêmes fruits. L'arrêt du processus électoral est apparu à certains comme le déclencheur de cette violence meurtrière. C'est, en effet, dans la panique de voir le FIS (Front islamique du salut), vainqueur au premier tour, accéder au pouvoir que l'armée a décidé d'intervenir. Les cadres de l'armée algérienne étaient très hostiles aux islamistes, depuis le retour des «Afghans», jeunes Algériens partis faire le djihad en Afghanistan. Trente ans de pouvoir et d'élections truquées n'avaient pas permis aux responsables politiques d'analyser correctement ou efficacement la victoire du Front islamique du salut aux municipales de 1990, annonciatrice de la suivante. Mais l'arrêt du processus électoral ne peut justifier à lui seul la guerre civile qui fit sans doute 250 000 morts, et contraignit à l'exil nombre d'opposants au GIA (Groupe islamique armé) et au FIS, surtout s'ils étaient francophones car perçus par les islamistes comme occidentalisés et donc mauvais musulmans. Dans cette violence meurtrière, l'armée algérienne a sa part de responsabilité en montant des assassinats terribles selon le mode opératoire des islamistes (décapitations, égorgements) afin de les accuser d'en être les auteurs et de susciter l'appui de la majorité de la population et éradiquer de la pire manière cette source d'opposants. La barbarie des combattants islamistes était tout aussi terrible, le déclenchement de ce cycle d'actions/répressions a d'ailleurs commencé par l'égorgement de trois jeunes recrues au poste-frontière de Guemmar à la frontière tunisienne, un mois avant les élections de janvier 1992.

Les mouvements islamistes dans les autres pays musulmans n'ont pas conduit à une guerre civile aussi meurtrière, il y a donc bien une spécificité algérienne. Lacoste a expliqué ce climat de haine particulier en le replaçant dans le contexte de la guerre du Golfe, guerre des Arabes contre l'Occident, à laquelle la France a participé et fut donc accusée de vouloir une fois encore écraser et humilier les Arabes. Les islamistes ont habilement manipulé l'idée que la guerre d'indépendance était inachevée puisque les liens avec l'ancienne puissance coloniale étaient toujours très forts et que les élites du pays, militaires inclus, étaient encore francophones (même si elles parlent aussi l'arabe dialectal). Un discours évidemment inacceptable pour les dirigeants du FLN et l'armée, accusés de connivence avec l'ancienne puissance coloniale.

Si l'ex-combattant pour l'indépendance Abdelaziz Bouteflika a su, une fois au pouvoir en 1999, poursuivre les négociations engagées et faire accepter l'amnistie

pour les islamistes, la fin des hostilités s'est accompagnée de nombreux gages donnés par le gouvernement pour montrer sa volonté de respecter et faire respecter les préceptes de l'islam : respect strict du ramadan, lutte contre l'alcool, code de la famille conforme au droit musulman défavorable aux droits de la femme, pression sociale sur le voile, censure sur certains films, etc. Les islamistes les plus dangereux ont bien été éradiqués, mais les milieux islamistes ont réussi à prendre en partie le contrôle de la société.

Les islamistes au Moyen-Orient et au Sahara

À l'été 2006 un nouveau conflit éclate entre Israël et un pays arabe, connu en Israël comme la deuxième guerre du Liban, et au Liban comme la guerre de juillet. Contre toute attente, l'armée israélienne est tenue en échec sur le territoire libanais. Même si les Arabes du Hezbollah sont des islamistes chiites, tous les Arabes sunnites se sont réjouis de cet échec. Échec, car il est en effet difficile de parler de défaite puisque les rapports de force n'ont pas changé et que, près de dix ans plus tard, les voisins ennemis d'Israël sont loin de représenter une menace pour l'État juif. Comme l'écrit Yves Lacoste, au Moyen-Orient les conflits s'aggravent et n'évoluent guère. En 2007, année de parution de ce numéro⁷, on se préoccupe de l'implosion de la société irakienne.

En 2008⁸, le succès médiatique de la géopolitique est tel en France qu'il nous est apparu nécessaire de rappeler l'importance du raisonnement géographique dans toute démarche géopolitique : « Pas de géopolitique sans géographie », autrement dit pas question de s'éloigner de notre conception de la géopolitique une fois de plus réaffirmée, qui consiste à analyser les rivalités de pouvoir sur un territoire et la façon dont s'exprime chacune des forces qui y sont en présence, méthode d'analyse efficace pour rendre compte de la situation irakienne. C'est pourquoi *Hérodote* est sans doute la première revue à publier un article de Myriam Benraab sur la situation des sunnites irakiens, alors que les rivalités entre milices chiites occupent avec leurs attentats le devant de la scène médiatique qui sont aussi bien sûr analysées (articles de Pierre-Jean Luizard en 2007 et de Marius Lazar en 2008), sans oublier le Kurdistan irakien.

L'année suivante, le numéro *Le Golfe et ses émirats* donne à Yves Lacoste l'occasion de montrer l'importance du raisonnement géographique dans l'analyse géopolitique, en expliquant les fondements géographiques et géopolitiques de l'ensemble géopolitique Golfe-Mésopotamie. Comme à son habitude, *Hérodote*

7. *Proche-Orient, géopolitique de la crise*, *Hérodote*, n° 124, 2007.

8. *Géographie, guerres et conflits*, *Hérodote*, n° 130, 2008.

déconstruit dans ce numéro certaines affirmations portant sur les frontières coloniales du Golfe en revenant sur l'histoire des émirats, ou en montrant que l'intérêt géostratégique du Golfe est antérieur à la manne pétrolière.

La *Géopolitique du Sahara*⁹ paraît en octobre 2011, c'est le dernier numéro centré totalement sur une situation géopolitique arabe. Il est publié dans un moment de grande tension pour la Libye, en pleine guerre civile. Les armées française et britannique, avec le soutien de l'armée américaine, contribuent à la chute de Kadhafi, tué par des rebelles libyens le 20 octobre. On le sait, la suite a conduit au chaos libyen et, dans les États sahariens, à un afflux de mercenaires à la recherche de nouveaux combats et d'armes qui trouvent preneurs dans les mouvements djihadistes plus ou moins proches d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique).

Ce numéro avait toutefois été décidé deux ans avant ces événements, en 2009, car le Sahara est déjà depuis plusieurs années le lieu d'affrontements de groupes djihadistes, de trafics (cigarettes, drogues, armes...) et la voie de passage des migrants clandestins subsahariens, tous étant connectés aux grandes mafias internationales. Les rivalités de pouvoir pour le contrôle des routes, des richesses minières et autres hydrocarbures de ce vaste territoire morcelé entre plusieurs États, aux frontières plus ou moins contrôlées et contrôlables, sont donc nombreuses et justifient pleinement une analyse géopolitique.

Si tous les articles de ce numéro sont à la fois précis et pertinents, je tiens néanmoins à revenir sur un article remarquable : « Sahara, perspectives et illusions géopolitiques ». Une fois encore Lacoste, en bon géographe, brosse avec le talent qu'on lui connaît un audacieux et surprenant portrait géopolitique du Sahara. Dès les premières lignes et toujours avec cette même perspicacité, il prévoit « l'arrivée des mercenaires libyens qui rentreront avec leurs armes chez eux, ce qui ne manquera pas de poser de sérieux problèmes aux autres États sahariens que la Libye ». Quatre ans plus tard, on ne peut que lui donner raison. Il prend « le Sahara dans son ensemble pour mieux comprendre comment peuvent évoluer des situations préoccupantes depuis des années et qui vont probablement s'aggraver rapidement » (n° 142, p. 12). Après avoir analysé les répercussions tragiques des « printemps arabes » sur la Libye et le Sahara, il revient sur le pouvoir de Kadhafi moins fragile qu'on le croyait (il écrit son article en juin). Pour Lacoste, les visées libyennes sur le Sahara sont à prendre au sérieux, d'autant qu'elles sont anciennes et enracinées (deux exemples sont ici rappelés : les revendications frontalières libyennes sur la bande d'Aouzou, laquelle fut envahie en 1973 avant de revenir au Tchad ; le développement de la grande confrérie des Senoussi, créée au XIX^e siècle

9. Numéro 142, 2011.

et anti-impérialiste dès l'origine, son fondateur, un Algérien, s'étant fortement opposé à la colonisation française et ayant trouvé refuge en Libye). La présence de cette confrérie dans les États sahariens a pu servir les projets géopolitiques de Kadhafi de domination de la région.

L'idée du djihad, rappelle alors Lacoste, n'est pas seulement la volonté d'imposer la loi coranique, c'est aussi un combat pour faire l'unité du monde musulman en attaquant les États qui le divisent. Le fait que le Sahara soit un immense ensemble, et que les frontières des États qui se le partagent soient apparemment factices, incite sans doute des intellectuels djihadistes à vouloir eux aussi l'unité saharienne, après qu'en auraient été chassées les très maigres influences occidentales. Le Sahara ne pourrait-il pas devenir la grande base de départ pour reconstituer l'unité du monde musulman ?

Hypothèse pour le moins audacieuse : Daech existe déjà, mais n'a pas encore commencé la conquête des territoires sunnites irakiens puis syriens, ni mis la main sur les richesses de Mossoul. Lacoste examine alors combien la représentation illusoire d'un *heartland* saharien pourrait être mobilisatrice si était repris le raisonnement de Mackinder et son supposé *heartland* continental naturel (qui correspondrait à l'Empire russe) à partir duquel découlerait toute l'histoire du monde : cette représentation du monde pourrait être reprise par les djihadistes qui pourraient vouloir l'appliquer au vaste ensemble continental naturel qu'est le Sahara.

Mais le calife autodésigné de Daech, Abou Bakr al-Baghdadi (Ibrahim al-Badri al-Samarrâï de son vrai nom), n'apprécierait certainement pas de se voir déposer de son leadership. Or, à la différence de Boko Haram, les leaders d'AQMI n'ont pas fait allégeance à Daech (ou pas encore). Peut-on y voir des rivalités de pouvoir en perspective ? Sans doute, car il est probable que les djihadistes d'AQMI n'apprécieraient pas de partager les revenus substantiels qu'ils tirent du contrôle des trafics.

L'autre grande incertitude qui pèse sur le monde arabe est le devenir de l'Arabie saoudite, qu'Olivier Da Lage qualifie, à juste raison, d'État à risque. Les 2400 morts accidentels lors du dernier pèlerinage à l'automne 2015 mettent une fois encore en question la capacité des Saoud à assurer la sécurité du pèlerinage. Les critiques les plus virulentes émanent d'Iran, première victime de cette bousculade qui a coûté la vie à près de cinq cents de ses compatriotes. De plus, le possible échec de l'intervention de l'armée saoudienne au Yémen décidée par le roi Salman et son (jeune) fils, ministre de la Défense, risque de fragiliser la monarchie menacée par une radicalisation islamiste interne.

HÉRODOTE

Hérodote n'a donc pas fini d'analyser les situations géopolitiques des Arabes en souhaitant que nous sachions garder notre capacité à anticiper les crises à venir comme le montre ce retour sur quarante ans d'analyse.

Bibliographie

DUPONT A. (2009), « *Nahda*, la renaissance arabe », « L'émancipation dans l'histoire », *Manière de voir, Le Monde diplomatique*, août-septembre 2009.
RODINSON M. (1979), *Les Arabes*, Paris, PUF, 174 p.